

De grandes **incertitudes** économiques

Qu'en est-il du « modèle » de la croissance chinoise, entre chiffres officiellement affichés et soi-disant émergence d'une classe moyenne ? Peut-on croire aujourd'hui que « seule la Chine peut sauver le capitalisme » ?

Antoine DELAYE*

Cela ne pouvait pas mieux tomber : il y a quarante ans, quand les économies occidentales se sont essouffées, que les profits des entreprises ont décliné à la fin des Trente Glorieuses, la Chine de Deng Xiaoping s'est ouverte aux capitaux extérieurs. Divine surprise, elle offrait à bas prix ses millions de travailleurs aux entreprises occidentales, qui, d'un coup, les mettant au travail, retrouvaient des marges bénéficiaires et des perspectives d'expansion inattendues.

Etrange renversement des situations en presque un siècle ! Après le slogan de la conquête héroïque du pouvoir « Seul le socialisme peut sauver la Chine », puis celui de la dénonciation du révisionnisme soviétique « Seule la Chine peut sauver le socialisme », on en arrivait en fin des années 1970 à « Seul le capitalisme peut sauver la Chine ». Enfin, depuis le marasme qui s'est installé après la crise de 2008, les faramineux taux de croissance annoncés à Beijing ont fait espérer à l'Ouest : « Seule la Chine peut sauver le capitalisme ».

Mais, semble-t-il, la situation se retourne de nouveau. Les taux de croissance publiés de l'économie chinoise font grimper ou chuter les cours de bourse, de façon incohérente. Tantôt l'horizon est bouché pour l'économie mon-

diale ; tantôt l'espoir renaît, et les écrans boursiers s'ornent d'un bel arc-en-ciel.

Pour essayer de sortir de ce cafouillis, on analysera deux thèmes essentiels : la constitution éventuelle d'une classe moyenne, qui porterait l'espérance d'une démocratie ; la réalité et le contenu de la croissance chinoise.

La classe moyenne et sa place

Depuis qu'on réfléchit aux progrès économiques, un lieu commun court le monde, optimiste et libéral. Que devrait-on voir, dans une économie en développement ? « *Des individus qui montent, dans une classe qui monte, dans une nation qui monte* » (F. Perroux). Les individus veulent être plus et avoir plus. Des conflits d'intérêt apparaissent, le pouvoir se divise et la démocratie apparaît.

Mais pour que les augmentations du PIB par tête annoncent la démocratie, il faut qu'elles se traduisent dans un progrès du niveau de vie (nourriture, habillement, logement) pour le plus grand nombre, et qu'elles ne soient pas accaparées par quelques-uns. Or, depuis qu'elle a quitté le modèle maoïste égalitariste, la société chinoise est, à l'instar de celle du Brésil, une des plus inégalitaires de la planète, 1 % de la population détenant

Depuis qu'elle a quitté le modèle maoïste égalitariste, la société chinoise est, à l'instar de celle du Brésil, une des plus inégalitaires de la planète, 1 % de la population détenant 30 % des richesses.

30 % des richesses⁽¹⁾. Une bonne répartition de la croissance ne suffirait d'ailleurs pas, en l'absence de liberté d'expression, d'indépendance de la vie culturelle et d'autonomie de la société civile.

Il s'est bien constitué une classe intermédiaire en Chine, mais elle ne joue pas le rôle qu'on attribue d'ordinaire aux classes moyennes, et elle n'en occupe pas la place. Chez nous et selon les définitions, relèvent de la classe moyenne ceux qui ne sont « ni riches ni pauvres », qui sont « trop riches pour bénéficier de l'aide sociale et pas assez pauvres pour éviter l'impôt », ou encore « 50 % des ménages dont le revenu brut disponible n'appartient ni aux 30 % les plus modestes, ni aux 20 % les plus aisés ».

Il est difficile de chiffrer les effectifs de la classe moyenne, en Chine. Nous disposons néanmoins de quelques éléments.

Un bon connaisseur du niveau de vie chinois, Jack Ma, propriétaire du groupe géant d'achat par correspondance Alibaba, proche du pouvoir, estimait le 21 avril dans le *South China Morning Post* – son journal de Hongkong récemment acquis – que la classe moyenne chinoise représentait de 2 à 300 millions d'individus. Cette estimation recoupe, compte tenu du nombre moyen d'individus par foyer, celle d'une

* Pseudonyme.

(1) Selon une étude du Crédit suisse sur la richesse mondiale (2015), cinq cents familles chinoises détiendraient 40 % du produit intérieur brut du pays.

étude du Crédit suisse (13 octobre 2015), qui estime à 109 millions les effectifs d'adultes de la classe moyenne. Le chiffre est élevé, en raison de l'énormité de la population chinoise; les effectifs de la classe moyenne chinoise dépassent ceux des Etats-Unis (92 millions d'adultes). Mais, en pourcentage de la population totale, il est très inférieur à ce qu'on observe dans le monde développé: 8% de la population totale contre 29% aux Etats-Unis, par exemple⁽²⁾.

La classe moyenne ferait donc à la fois moins de la moitié de la population urbaine (700 millions d'individus, dont 250 millions d'ouvriers migrants venus des campagnes), et moins que la masse ouvrière, puisqu'aux ouvriers migrants, il faut ajouter quelques dizaines de millions de salariés des entreprises d'Etat et environ cent millions d'ouvriers du secteur privé. Au total, la classe moyenne représenterait entre 15 et 20% de la population totale. Ça n'en fait pas une force dominante. En gros, cette classe moyenne se définit comme possédant un appartement – acheté à crédit – et une voiture – également achetée à crédit. Elle dispose à domicile ou au bureau d'un ordinateur, et sait acheter en ligne. L'essentiel (75 à 80%) de sa fortune se trouve dans son appartement.

De douteuses statistiques économiques

Les tenants de la thèse d'une démocratie engendrée par le développement des classes moyennes rétorqueront que l'expansion économique ne manquera pas d'accroître le poids de cette couche sociale. C'est pourquoi il faut s'interroger sur les réalités de la croissance chinoise. Depuis quelques années, les pays occidentaux s'inquiètent de la croissance chinoise. La chute des prix des matières premières, l'effondrement des prix de l'acier et les ventes dumping sur le marché européen, des dévaluations

« La Chine donne de son économie l'image et les informations qu'elle veut qu'on retienne. L'important, c'est qu'on réussisse à afficher l'un des taux de croissance les plus forts du monde. A l'intention des investisseurs et surtout à l'adresse de la population, à qui l'on promet un « début de prospérité » depuis trente-cinq ans. »

(2) Oubliant de rapporter le chiffre à la population, des journaux n'ont pas hésité à titrer que la Chine était devenue un pays de classe moyenne.

successives du yuan et diverses mesures de relance par des facilités de crédit ou de nouveaux programmes d'investissement mettent en évidence un grippage des mécanismes.

Il n'est pas facile d'y voir clair. L'affirmation du maintien d'une croissance annuelle du PIB à plus de 6%, annoncée dès la fin janvier, est pourtant acceptée sans sourciller dans les capitales étrangères. Elles ne doutent pas de la comptabilité nationale chinoise, de sa technicité et de ses résultats. Pourtant cette économie, dominée par les entreprises du secteur public et à laquelle on refuse jusqu'à présent le statut d'« économie de marché », découvre seulement les concepts de valeur ajoutée, elle emprunte à des coûts fixés hors marché, elle amortit au rythme qui lui convient, elle décide à son gré de valoriser les invendus (immeubles, machines ou combustibles) et elle obtient, si nécessaire, les soutiens publics. Mais s'il faut se méfier, ce n'est pas principalement pour des raisons de technique comptable.

On n'a jamais vu une dictature reconnaître un échec ou une récession. Qu'on garde en mémoire les affirmations de feu le « deuxième grand », l'Union soviétique. Pendant des décennies, elle a annoncé des croissances annuelles de 7 à 8%, ce qui aurait amené à un doublement de production en dix ans. Que reste-t-il de tous ces chiffres acceptés et reproduits par toutes les organisations internationales (elles ne pouvaient se permettre de mettre en doute les statistiques d'un pilier des Nations unies)? Il n'en reste rien, hormis les fusées, et la Russie – au dixième rang par le PIB, selon la Banque mondiale en 2014 – se trouve désormais derrière l'Italie, l'Inde ou le Brésil. La Chine donne de son économie l'image et les informations qu'elle veut qu'on retienne. L'important, c'est qu'en fin de compte, on réussisse à afficher l'un des taux

de croissance les plus forts du monde. A l'intention des investisseurs étrangers, dont on espère de nouveaux apports techniques, et surtout à l'adresse de la population, à qui l'on promet un « début de prospérité » depuis trente-cinq ans.

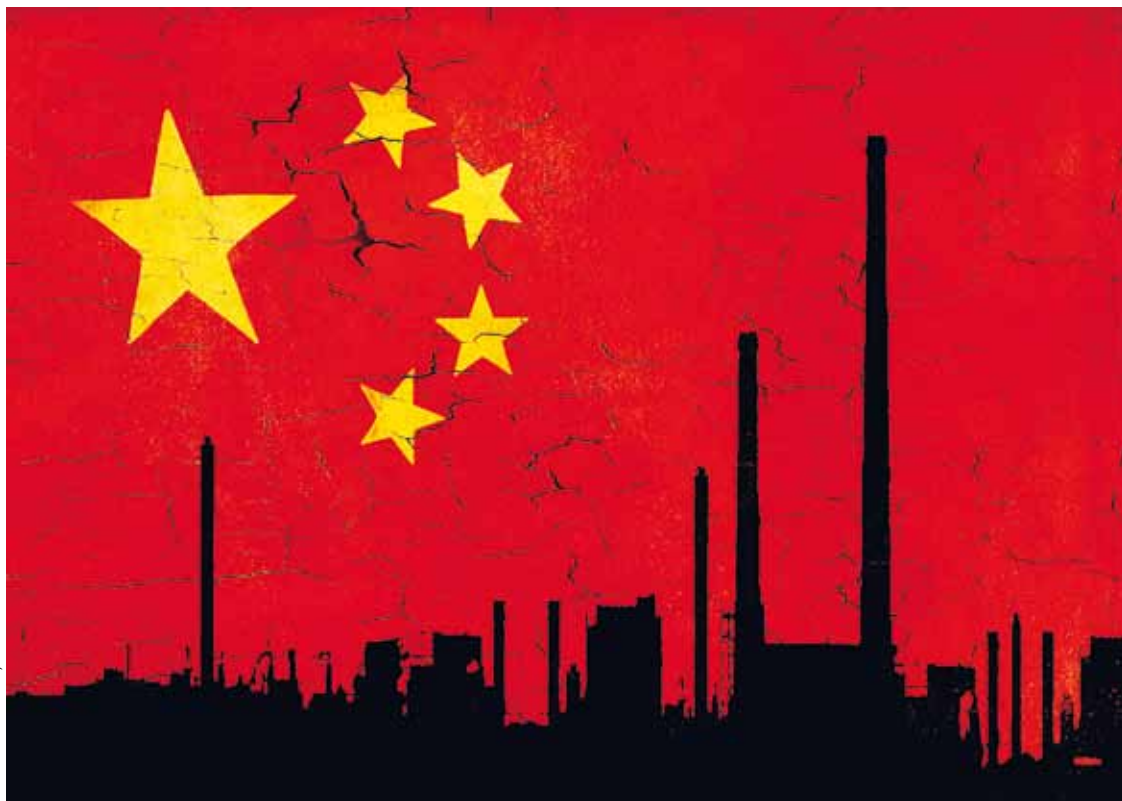
Mais le trouble des esprits est fascinant: comment peut-on parler du « ralentissement chinois » comme frein de la croissance mondiale et, en même temps, accepter sans barguigner le chiffre d'une croissance à plus de 6%? Avancer de 6% n'est pas reculer. Si vous reculez, c'est que le PIB a diminué. Ce que ne reconnaîtra jamais un dirigeant du Parti communiste chinois.

Ce taux de croissance unique n'a d'ailleurs aucun intérêt pratique. La Chine représente trois fois la surface et la population de l'Union européenne. Qui se contenterait, pour investir à Romorantin, à Vilnius ou à Glasgow, d'un taux global européen?

Les réalités de la croissance chinoise

Les seules données fiables sont les données vérifiables. Celles du commerce extérieur notamment, de par leur nature bilatérale. Les échanges de la Chine se contractent: moins 25% sur un an pour les exportations en février; moins 13,8% pour les importations. On peut, à la rigueur, attribuer la réduction des importations à la volonté de résorber des stocks; mais le raisonnement ne vaut pas pour la réduction des ventes.

Des informations internes moins connues peuvent aussi retenir l'attention. L'indice officiel des directeurs d'achat, calculé par le Bureau national des statistiques (BNS), s'est établi pour janvier à son plus bas niveau depuis août 2012. Ce baromètre de référence, fondé entre autres sur les carnets de commandes des entreprises, traduisait un recul de l'activité pour le sixième mois consécutif.



Dans l'emballement de sa croissance à deux chiffres, la Chine a accumulé d'énormes surcapacités de production qu'il lui faut maintenant réduire, avec des conséquences négatives pour l'emploi. Les dettes des collectivités locales atteignent à l'automne dernier vingt-quatre mille milliards de yuans (équivalent de quatre mille milliards de dollars), soit un tiers du PIB. La part des créances douteuses détenues par les banques s'accroît; la demande de crédits pour l'investissement est moindre car les entreprises industrielles se sentent fragilisées.

Complaisances des gouvernements

Le régime chinois est loin de se résumer à un système économique. Il joue un rôle croissant et déjà déterminant dans les questions internationales. Il rêve d'un retour à la place de première puissance en Asie d'abord, et dans le monde ensuite, il construit et déploie ses forces. Il ambitionne de maîtriser la mer de Chine méridionale, avec son trafic annuel de

Les échanges de la Chine se contractent : moins 25 % sur un an pour les exportations ; moins 13,8 % pour les importations. On peut attribuer la réduction des importations à la volonté de résorber des stocks ; mais cela ne vaut pas pour la réduction des ventes...

soixante mille navires (30 % du trafic maritime mondial). Il mène sa stratégie avec la même dureté inflexible avec laquelle il traite ses dissidents, nie toute valeur universelle et réprime même les plus modérés des démocrates.

Tout cela forme un tout. Jusqu'à ce jour, les capitales européennes sont restées muettes ou très discrètes, cherchant à ne pas irriter leur puissant et ombrageux interlocuteur. Le 25 avril cependant, l'Union européenne s'est exprimée avec une certaine force sur les pressions exercées à Hong-kong et sur le refus du suffrage universel pour ce territoire, comme aussi sur l'absence de respect des droits de l'Homme. La Chine a répondu vertement que

l'Europe n'avait pas à se mêler de ce qui ne la regardait pas.

Si elle choisit de parler sur ce ton, c'est qu'elle peut compter sur la complaisance des milieux d'affaires, aussi puissants que les gouvernements. Les chefs d'entreprise – ou, si l'on préfère un langage plus marqué, le capital – ont toujours fait bon ménage avec les dictatures : elles sont commodées, avec des interlocuteurs peu nombreux, sensibles éventuellement aux pots de vin ; elles garantissent l'absence de revendications efficaces sur les salaires, faute d'organisations syndicales authentiques. Les milieux patronaux citent souvent la Chine en modèle et l'on ne peut s'empêcher de penser qu'ils se félicitent, in petto bien sûr, qu'un tel régime ait existé et existe encore. Sans doute cela explique-t-il la complaisance persistante des gouvernements face à Beijing, leur gêne à s'exprimer avec force sur le déni des droits de l'Homme et leur refus de respecter l'embargo sur les armes décidé après le massacre de 1989. ●

« Les milieux patronaux citent souvent la Chine en modèle et l'on ne peut s'empêcher de penser qu'ils se félicitent, in petto bien sûr, qu'un tel régime ait existé et existe encore. Sans doute cela explique-t-il la complaisance persistante des gouvernements face à Beijing... »